

06/03/2009
Communiqué

Guadeloupe : la CGPME exige le retour à l'ordre républicain

La CGPME s'insurge avec la plus extrême vigueur contre les propos outranciers et menaçants du LKP à l'encontre des chefs d'entreprises refusant ses diktats.

Il est plus que temps que le gouvernement prenne ses responsabilités et assure l'ordre républicain et la sécurité de tous les Guadeloupéens. Les chefs d'entreprises ont les mêmes droits que les autres citoyens et ne sauraient être désignés ni en Guadeloupe ni ailleurs comme boucs émissaires ... par quiconque.

La CGPME quant à elle continuera au plan national comme au plan local à agir de manière raisonnable, sans prendre d'engagements irresponsables condamnant de facto un grand nombre de petites entreprises à disparaître.

Ainsi, la Confédération réaffirme qu'elle est opposée au protocole dit "*Bino*" notamment en raison du préambule inacceptable pour tous les partisans d'une société harmonieuse et équilibrée. En outre, elle ne saurait accepter qu'à l'issue d'une période annuelle et/ou triennale, la charge de l'augmentation salariale accordée pèse intégralement sur les entreprises.

Céder face à l'extrémisme et à la violence serait un bien mauvais signal. Le gouvernement doit s'en souvenir.